



PARIS
14 DECEMBRE 2020

DE
P
R
E
S
S
E
COMMUNIQUÉ

CONTACT PRESSE

Tuline LAESER

tuline.laeser@cea.fr

01.64.50.20.97 /

06.12.04.40.22

France Relance : le CEA bénéficie d'un budget de rénovation énergétique pour ses bâtiments

A l'issue de la Conférence nationale de l'immobilier public, le gouvernement a annoncé la sélection, dans le cadre de France Relance, de 4 214 projets en faveur de la rénovation énergétique de bâtiments de l'État, de l'enseignement supérieur et de la recherche et de la vie étudiante, représentant un investissement total de 2,7 milliards d'euros.

Le CEA bénéficiera de cet investissement exceptionnel au travers de quinze projets répartis sur quatre de ses sites, pour un total de près de 40 millions d'euros.

Sur le périmètre concerné, ces projets permettront de diminuer la consommation énergétique de près de 20% (12 millions de kWh d'énergie finale économisés chaque année sur un total de 61 millions de kWh) et de réduire l'émission de gaz à effet de serre de 2 600 tonnes équivalent CO2 par an.

L'organisme se réjouit vivement de pouvoir ainsi renforcer, grâce à cette enveloppe budgétaire nouvelle, sa participation à l'effort national de réduction des consommations énergétiques et de l'empreinte carbone.

De surcroît, cela viendra aider l'organisme en lui permettant de consolider son action au service de la recherche et du développement.

Parmi les actions prévues, peuvent être cités :

- A Marcoule : la déconstruction d'anciens bâtiments tertiaires énergivores et la construction de nouveaux locaux répondant aux dernières normes environnementales;
- A Cadarache : le remplacement de deux chaudières fioul par une chaudière biomasse, le calorifugeage du réseau de chaleur et la rénovation thermique de bâtiments;
- A Grenoble : la rénovation de l'enveloppe thermique et la réfection de toitures de plusieurs bâtiments
- A Paris-Saclay : de multiples rénovations sur un bâtiment historique datant des années 1950 (toitures, châssis de fenêtres, remplacement de l'éclairage par des LED).

L'ensemble des projets fera l'objet d'appels d'offres dès 2021.